

Les régions inuit au Canada

*Stephen Hendrie,
Laura Worsley-Brown
Kerry McCluskey
William Tagoona Bert Pomeroy*

Les 55 000 Inuit vivant au Canada représentent 4.3% de la population autochtone. Répartis dans 53 communautés (villages), les Inuit sont rattachés à quatre régions administratives issues du règlement des revendications territoriales : le Nunatsiavut (Labrador), le Nunavik (Québec arctique), le Nunavut ainsi que la région Inuvialuit située dans les Territoires du Nord-Ouest.

Le gouvernement du **Nunatsiavut** a été créé en 2006, un an après la signature par l'Association des Inuit du Labrador représentant alors les Inuit du Labrador, d'une entente territoriale reconnaissant des droits sur 72 500 kilomètres carrés. Le Nunatsiavut se distingue des trois autres régions administratives par son gouvernement à caractère ethnique.

Au **Nunavut**, la mise en place officielle du gouvernement remonte à avril 1999. Elle résulte d'une entente territoriale réglée en 1993 et couvrant deux millions de kilomètres carrés. Le gouvernement du Nunavut représente tous les citoyens de cette région alors que l'organisme Nunavut Tunngavik (Nunavut Tunngavik Incorporated (NTI) représente les Inuit bénéficiaires de l'Entente territoriale du Nunavut.

Au **Nunavik**, la Convention de la Baie James et du Nord Québécois, signée en 1975, concerne une superficie de 550 000 kilomètres carrés, ce qui équivaut au tiers de la Province de Québec. La Société Makivvik a été créée pour administrer cette Convention et pour représenter ses bénéficiaires inuit. Le Nunavik se prépare à mettre en place un gouvernement régional .

Dans les Territoires du Nord-Ouest, l'accord territorial **Inuvialuit** signé en 1984 couvre une superficie de 91 000 kilomètres carrés. La Société régionale Inuvialuit (Inuit Regional Corporation(IRC) représente les intérêts collectifs des Inuvialuit ; elle préside aux négociations avec les gouvernements et le secteur industriel dans le but d'améliorer les conditions socio-économiques et culturelles des bénéficiaires de l'accord. Tout comme les Inuit du Nunavik, les Inuvialuit négocient à l'heure actuelle une entente visant à la reconnaissance d'un gouvernement d'autonomie régionale.

L'année 2012 a été marquée par des changements à la tête des organismes politiques inuit. Inuit Tapiriit Kanatami a élu son nouveau président, Terry Audla, pour un mandat de trois ans. Pour sa part, le Canada s'est préparé à présider le Conseil Arctique à partir du mois de mai 2013. Leona Aglukkaq, la ministre fédérale de la Santé, originaire du territoire du Nunavut, en assurera la présidence. Les Inuit représentés par le Conseil circumpolaire inuit (Inuit Circumpolar Council) figurent parmi les six peuples autochtones siégeant au Conseil Arctique au titre de participants permanents.

Défis lancés au mode de vie inuit

À l'échelle internationale, les Inuit se sont battus sur deux fronts au cours de l'année 2012. D'une part, contre l'interdiction d'importer en Europe des produits dérivés du phoque (l'interdiction ayant pris effet en 2009). Face à cette situation, Inuit Tapiriit

Kanatami a entrepris des poursuites auprès des tribunaux européens. D'autre part, les Inuit des quatre régions de l'Arctique canadien ont tenté de convaincre les États-Unis de ne pas soutenir une proposition visant à faire passer l'ours polaire de l'Annexe 11 à l'Annexe 1 de la Convention internationale sur le commerce des espèces en danger. En dépit des efforts déployés à Washington en septembre 2012, les États-Unis ont pris l'initiative de surclasser l'ours polaire en octobre. Depuis lors, les Inuit poursuivent leurs efforts auprès des pays du monde pour les convaincre de voter contre la proposition lors de la 16^{ème} Conférence des Parties (COP) à Bangkok, en Thaïlande, en mars 2013.

Stratégie nationale sur l'éducation des Inuit

En 2012, les travaux se sont poursuivis pour rendre effective la Stratégie nationale sur l'éducation des Inuit. Début 2013, a été inauguré le Centre national Amaujaq pour l'éducation inuit, lequel est affilié à l'organisme Inuit Tapiriit Kanatami et présidé par Mary Simon.

La stratégie inuit en matière d'éducation vise à impliquer les parents, à développer le secteur de la petite enfance, à investir dans l'élaboration des programmes d'étude et à mettre en place un système éducatif entièrement bilingue fondé sur l'usage de la langue inuit et de l'une des deux langues officielles du Canada. L'un des objectifs visés concerne la standardisation du système d'écriture.

Protestations à caractère social relayées par les médias en 2012

En 2012, la politique en milieu inuit et amérindien a été marquée par le mouvement « Nourrir ma famille » lancé sur Facebook pour protester contre les coûts très élevés des denrées alimentaires importées dans l'Arctique. Le mouvement de protestation s'est rapidement répandu à toutes les communautés. Les protestataires ont exprimé haut et fort leur mécontentement face aux prix excessifs pratiqués dans les magasins de détail de l'Arctique. Des démonstrations publiques ont aussi eu lieu dans les communautés, notamment à Iqaluit au Nunavut.

Les Inuit ont également apporté leur soutien au mouvement « Idle No More » (un mouvement de protestation en faveur de la souveraineté autochtone) lancé par les Premières Nations (cf. l'article consacré au Canada dans cette édition).

Région Inuvialuit

En 2012, d'importantes avancées ont été réalisées concernant la mise en place d'un gouvernement d'autonomie régionale. La Société régionale Inuvialuit et les gouvernements du Canada et des Territoires du Nord-Ouest se sont mis d'accord sur un projet d'entente de principe en vue de la signature d'un accord final en 2013. L'accord de principe décrit les divers niveaux de juridiction et les domaines de compétence du futur gouvernement Inuvialuit et clarifie la question de sa relation avec les gouvernements fédéral et territoriaux.

Bien qu'il règne un climat d'incertitude concernant le gazéoduc du Mackenzie et même si le ralentissement de l'économie a restreint les activités liées à l'exploitation du pétrole et du gaz sur le continent, il est possible qu'en mer l'exploration des hydrocarbures ait, dans le futur, des retombées positives. À la fin de l'été, la compagnie Chevron a lancé un programme de trois mois portant sur les conditions sismiques en mer de Beaufort. Pour

leur part, plusieurs compagnies, dont Imperial Oil et ConocoPhillips, mènent des études pour évaluer la faisabilité d'une éventuelle exploration dans la région. La Société régionale Inuvialuit poursuit sa collaboration avec le secteur industriel et le gouvernement pour s'assurer que les bénéfices économiques favoriseront les Inuvialuit et que les activités en mer seront conduites dans le respect de l'environnement et de la sécurité.

Au cours de l'été, les Forces armées canadiennes ont mené l'opération Nanook 2012 dans un certain nombre de localités de l'Arctique, incluant Inuvik et Tsiigehtchic dans les Territoires du Nord-Ouest. Les exercices incluaient la simulation d'un événement de type sécuritaire à Tsiigehtchic au cours duquel environ 500 militaires, basés en dehors d'Inuvik, ont porté main forte à la Police montée canadienne en déployant des forces terrestres et aériennes.

Pendant la durée de l'opération, La Société régionale Inuvialuit a vérifié si les Forces armées canadiennes avaient dûment consulté les communautés autochtones et si les activités militaires étaient menées dans le respect du territoire, de l'environnement et de la culture locale.

Nunavut

En 2012, l'organisme Nunavut Tunngavik (Nunavut Tunngavik Incorporated) a continué de progresser de manière significative dans une poursuite judiciaire lancée, à la Cour de justice du Nunavut, contre la Couronne canadienne concernant plusieurs préjudices relatifs à l'application de l'Entente sur les revendications territoriales signée par la Couronne. Cette poursuite judiciaire, remontant au mois de décembre 2006, est d'une importance capitale pour les Inuit et les Peuples autochtones au Canada.

Par ailleurs, Nunavut Tunngavik a continué de travailler étroitement, et dans un esprit de collaboration, avec les autres signataires de traités modernes à l'échelle du Canada, par le biais de la Coalition de l'accord sur les revendications territoriales, pour convaincre le gouvernement du Canada d'apporter un correctif aux graves violations constatées dans l'application des politiques concernant la mise en œuvre des ententes territoriales. Ces manquements, estimés préjudiciables, ont été relevés depuis un certain nombre d'années, en autres par l'Auditeur général du Canada et par le Comité sénatorial permanent des peuples autochtones.

Inuit Tunngavik et les autres organismes inuit du Nunavut ont aussi consenti beaucoup de temps, d'énergie et de créativité en travaillant avec les promoteurs les plus importants du secteur du développement des ressources naturelles. Le Nunavut étant riche en ressources minérales et autres, il est essentiel que les Inuit parlent d'une même voix informée pour évaluer les propositions et, le cas échéant, pour allouer aux Inuit de façon équitable, et en les maximisant, les bénéfices des propositions retenues¹.

Entretiens, le gouvernement du Nunavut annonçait une hausse de 4,6% pour les Territoires du Nord-Ouest et s'attendait au même résultat en 2012. Dans son allocution consacrée au budget, le gouvernement estimait qu'il faudrait cependant plus d'un milliard de dollars canadiens pour résoudre le problème de la pénurie de logements et la crise récurrente que connaît ce secteur dans la région.

Nunavik

L'année 2012 a été placée sous le signe du changement au Nunavik. Un nouveau président est à la tête de la Société Makivvik. Jobie Tukkiapik a été élu par les Inuit du Nunavik pour faire avancer des questions urgentes telles que le coût de la vie très élevé et la pénurie de logements en constante hausse.

La Société Makivvik a également consacré beaucoup de temps et d'énergie à rédiger un dossier consacré aux exigences auxquelles les gouvernements et les intérêts du Sud devront faire face avant de développer, au bénéfice des Inuit du Nunavik, les importantes ressources non renouvelables et renouvelables du Nunavik. Ce dossier intitulé *Parnasimautik* a d'abord été connu sous l'appellation de « Plan Nunavik ». La Société Makivvik a continué de jouer un rôle de premier plan dans le secteur de la justice pour améliorer son fonctionnement au Nunavik et faire diminuer le nombre d'Inuit devant purger une peine dans des prisons du Sud. Makivvik a travaillé en collaboration avec d'autres organismes de premier plan pour élaborer un projet dont l'objectif serait d'aider les individus à éviter l'incarcération.

Nunatsiavut

Le gouvernement du Nunatsiavut a rendu public son tout premier Plan stratégique au mois de mars 2012 en soulignant les priorités des trois prochaines années : clarifier les rôles respectifs du gouvernement du Nunatsiavut et des cinq communautés inuit du Labrador ainsi que ceux des deux Sociétés communautaires (Community Corporation) de Upper Lake Melville ; effectuer la transition du personnel administratif du gouvernement à celui du Nunatsiavut ; renforcer les capacités communautaires ; favoriser le développement économique et celui des ressources naturelles ; résoudre la question du logement ; revitaliser la culture et la langue inuit. Le gouvernement du Nunatsiavut a également édicté une loi sur la Protection de l'environnement (Environmental Protection Act) et amendé la loi relative aux terres des Inuit du Labrador (Labrador Inuit Lands Act). Il a aussi mis un terme au moratoire concernant le travail, la production, l'exploitation et le développement des mines d'uranium sur les terres des Inuit du Labrador. Une transition politique a également eu lieu dans la région Nunatsiavut lorsque Sarah Leo a succédé au président Jim Lyall à la suite d'une élection à deux tours qui s'est tenue le 11 juin 2012.

Le 15 août 2012, la présidente Leo a participé au dévoilement d'un monument érigé à Nutak pour rappeler de manière officielle les excuses présentées par le gouvernement de Terre-Neuve-et-Labrador aux anciens résidents relocalisés de force en 1956 à la suite de la cessation des services publics offerts jusque-là à la communauté.

Le 10 septembre 2012 est devenu une date historique pour le gouvernement du Nunatsiavut en raison de l'ouverture, à Hopedale, de l'édifice accueillant l'Assemblée du Nunatsiavut. L'ensemble de 3 048 mètres carrés est occupé par les Chambres de l'Assemblée, la salle des Groupes parlementaires et les bureaux du personnel du gouvernement du Nunatsiavut ainsi que ceux des élus.

Note et références

1 Informations sur cette région à : www.tunngavik.com et www.gouv.nu.ca

Stephen Hendrie, Directeur de la communication auprès de Inuit Tapiriit Kanatami, l'organisme national inuit dont le siège se trouve à Ottawa. Il a rejoint cet organisme en 2002 après dix ans d'expérience dans le secteur de la communication auprès de la Société Makivvik au Nunavik. Il a été journaliste, notamment à Iqaluit (Société Radio Canada en 1983,1989,1990) à Québec (1984-1986) et en Allemagne de l'Est (Réseau des Forces armées canadiennes de 1986 à 1988). Il détient un baccalauréat de l'université Concordia à Montréal (1984) et une maîtrise en sciences politiques de l'université McGill à Montréal (1991).

Avec les contributions de Laura Worsley-Brown (Nunatsiavut), Kerry McCluskey (Nunavut), William Tagoona (Nunavik) et Bert Pomeroy (Nunatsiavut).

Source : IWGIA, *The Indigenous World 2013*
Traduction par Michèle Therrien,
Membre du réseau des experts Arctique du GITPA.

ⁱ Pour plus d'informations, consulter : tunngavik.com et www.gov.nu.ca